



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

ACTEE Action des Collectivités
Territoriales pour
l'Efficacité Énergétique

REÇU EN PREFECTURE

le 27/10/2021

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20211020-2021_36-DE

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE

ACTEE

(PRO-INNO 52)

ACTEE

Action des Collectivités
Territoriales pour
l'Efficacité Énergétique

AAP MERISIER

Entre

La **Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)**, sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7^e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

Le **Syndicat intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France**, représenté par Monsieur Jean-Jacques GUILLET, son Président, habilité aux fins des présentes par délibération du XX/XX/XXXX

Désigné ci-après par « SIGEIF » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

Le **Syndicat mixte départemental Electricité Gaz Télécommunications du Val d'Oise** représenté par Monsieur Daniel DESSE, son Président, habilité aux fins des présentes par délibération du X/XX/XX (Novembre 2021 à préciser)

Désigné ci-après par « SMDEGTVO » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

Le **Syndicat mixte d'énergie Orge Yvette Seine**, représenté par Monsieur Brahim OUAREM, son Président, habilité aux fins des présentes par délibération du 20/10/2021

Désigné ci-après par « SMOYS » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE 2, référencé PRO-INNO-52, est porté par la FNCCR.

Le programme ACTEE 2, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 1 vise à aider les collectivités à mutualiser leurs actions, à agir à long terme et ainsi à planifier les travaux de rénovation énergétique tout en réduisant leurs factures d'énergie. Le déploiement de ce programme dans tout le territoire national repose sur une implication forte des collectivités territoriales volontaires.

ACTEE 2 apporte un financement, via des appels à projets, aux collectivités lauréates pour déployer un réseau d'économes de flux, accompagner la réalisation d'études technico-économiques, le financement de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'achat d'équipements de suivi de travaux de rénovation énergétique. ACTEE 2 apporte également différents outils à destination des collectivités et des acteurs de la filière, avec notamment la mise à disposition d'un simulateur énergétique, un site internet informant de chaque étape des projets de rénovation ainsi qu'un centre de ressources adapté aux territoires (cahiers des charges type, fiches conseils, guides, etc.) à destination des élus et des agents territoriaux.

Le Programme permettra ainsi :

- La mise en place d'outils innovants, notamment d'identification des communes pour porter l'investissement dans leur patrimoine communal, en lien avec les enjeux de rénovation énergétique à destination de l'ensemble des collectivités, lauréates ou non des AAP ;
- Une série d'actions (création et mise à jour d'outils, appui aux diagnostics et animation du dispositif avec le déploiement d'économes de flux) pour accompagner les projets d'efficacité énergétique, notamment en substitution de chaufferies fioul à destination des collectivités lauréates des AAP ;
- La création d'une cellule d'appui ouverte à toutes les collectivités dans une logique de « hotline » avec en complément la mise à disposition d'outils d'aide à la décision, de communication à des destinations des élus ;
- Pour une part prépondérante, le financement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics pour les collectivités sélectionnées dans le cadre des appels à projets et des sous-programmes spécifiques ;
- De renforcer le réseau des économes de flux et des conseillers en financement initié par le Programme ACTEE 1, toujours en coordination et en complémentarité avec le réseau des conseillers

en énergie partagé (CEP) mis en œuvre par l'ADEME. Ce dernier point fera l'objet d'une surveillance renforcée.

Le volume de certificats d'économie d'énergie délivré dans le cadre du Programme ACTEE 2 n'excède pas 20 TWh Cumac pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2023, ce qui correspond à un budget de 100 M€.

Dans la même logique qu'ACTEE 1, ACTEE 2 poursuit les objectifs suivants :

- Favoriser le taux de passage à l'acte dans la réalisation des travaux de rénovation énergétique ;
- Encourager les mutualisations entre acteurs et collectivités ;
- Inciter les collectivités à déployer des stratégies d'actions sur le long terme pour rénover leur patrimoine ;
- Développer le réseau des économes de flux.

Suite à la réponse à l'appel à projets (AAP) « MERISIER » lancé le 30 mars 2021 à destination des bâtiments scolaires primaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner les projets du groupement du SIGEIF, SMOYS et SMDEGTVO.

Conformément à cet appel à projets, l'objectif premier est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments scolaires primaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via cet AAP génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de l'AAP et du Programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat agissant comme intermédiaire dans le cadre du Programme pour le(s) bénéficiaire(s) final (aux) (cf. schéma annexe 4). Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final : est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie *in fine* des fonds et/ou actions du Programme (cf. schéma annexe 4).

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la FNCCR, chargé notamment de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE 2 PRO INNO 52 conclue entre l'Etat, l'ADEME, la FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « convention multipartite ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

Les Bénéficiaires prévoient les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe (annexe1) :

- Accompagner les communes bénéficiaires d'ACTEE Merisier dans leurs projets de rénovation énergétique via le recrutement d'économies de flux mutualisés à l'échelle du territoire de chaque membre du groupement.
- Mettre à disposition des communes des outils et logiciels de suivi des consommations énergétiques pour assurer une meilleure gestion énergétique de leur patrimoine.
- Reverser les aides ACTEE Merisier dues aux communes bénéficiaires (sous réserve de présentation de documents justificatifs de réalisation) et accompagner les communes sur toutes les étapes de leurs projets.

Pour répondre à ces ambitions, le groupement utilisera les moyens d'actions, tous complémentaires suivants :

[à compléter par les bénéficiaires]

- Recherche de moyens de financements supplémentaires pour les études d'aide à la décision et pour les études de maîtrise d'oeuvre (subventions internes éventuelles de chaque syndicat, Région IDF, DSIL...).
-

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 1 747 305 euros HT entre le 12/07/2021 et le 30/09/2023.

Le détail du budget est décrit en annexe (annexe 2).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la convention multipartite, la FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle du comité de pilotage ;
- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;
- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;
- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;
- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements aux bénéficiaires, à l'euro ;
- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et agit sous la supervision du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).

3.2 ENGAGEMENTS DES BENEFICIAIRES

Article 3.2.1 Désignation et missions du coordinateur de groupement

Afin de faciliter les échanges et les flux entre la FNCCR et les Bénéficiaires, ces derniers ont désigné parmi eux un membre coordinateur de leur groupement.

Coordinateur du groupement : Le Sigeif

Ce membre coordinateur sera l'interlocuteur privilégié de la FNCCR tout au long de la mise en œuvre Programme.

Les missions du coordinateur sont les suivantes : centraliser les échanges, faire remonter les demandes des Bénéficiaires, et faire suivre tout échange descendant communiqué par la FNCCR.

Ce dernier sera notamment chargé d'établir un rapport d'activité selon le modèle fourni par la FNCCR, en coopération avec l'ensemble des membres du groupement, de transmettre les documents relatifs aux appels de fonds, de les recevoir et de les répartir par membre du groupement sur la base de leurs justificatifs, conformément à l'article 4 de la présente convention.

Le coordinateur fournira un rapport d'activité à jour à la FNCCR, pour chaque demande d'appel de fonds et *a minima* tous les 6 mois, ainsi que, le cas échéant, sur demande expresse de la FNCCR.

Article 3.2.2 Engagements des Bénéficiaires

Les Bénéficiaires se sont engagés lors de la candidature à l'appel à projets (AAP) à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe 1. Celles-ci doivent être mises en œuvre au plus tard fin septembre 2023.

Les Bénéficiaires s'engagent à rénover le patrimoine public des collectivités suivant les actions définies à l'article 2.

Les Bénéficiaires ayant obtenu une aide relative à l'embauche d'un économe de flux, s'engagent à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE qui sera transmise avec la présente convention.

Les Bénéficiaires seront financés sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis. Une évaluation d'atteinte des objectifs de réalisation des actions des Bénéficiaires du Programme sera établie chaque semestre en Comité de pilotage. Pour ce faire, les Bénéficiaires s'engagent transmettre au coordinateur du groupement, tous les éléments nécessaires à l'établissement du rapport d'activité devant être transmis à la FNCCR conformément à l'article 3.2.1 de la présente. Il est demandé à l'ensemble des membres du groupement de veiller à la bonne concordance des actions et du budget.

Le projet et l'engagement des dépenses, devront pouvoir être réalisés dans les délais du Programme ACTEE. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la faisabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Les Bénéficiaires s'engagent à transmettre à la FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la bonne réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches conseils, plaquettes...). Ils s'engagent à participer aux animations proposées par la FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats.

Les Bénéficiaires s'engagent également à inviter la FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter, lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DREAL, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

Le montant global des fonds attribué sera de 600 000 (six cent mille) euros HT.

Les dépenses sont éligibles à compter de la date de notification des lauréats par le Jury (12 juillet 2021). Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses et validation par le Comité de pilotage ACTEE qui se réunit tous les 6 mois, et ne pourront être versés avant signature de la Convention par tous les membres du groupement. Exceptionnellement, et sur validation du Comité de pilotage ACTEE, les fonds pourront être versés tous les 3 mois en fonction des contraintes des projets.

Les sommes dues au titre de la présente Convention sont versées aux services financiers du coordinateur du groupement désigné parmi les Bénéficiaires (cf. schéma annexe 4). Celui-ci fera son

affaire de rétribuer les sommes dues aux autres Bénéficiaires, conformément à ses missions définies à l'article 3.2.1 de la présente convention.

Coordinateur du groupement : SIGEIF

Coordonnées bancaires : FR71 3000 1000 64C7 5100 0000 061 (BIC BDFEFRPPCCT)

Les versements seront effectués après et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co-financiers par la FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme, et ce, pour quelque motif que ce soit, la FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus aux bénéficiaires.

Les sommes allouées à chaque typologie d'actions mises en place par les Bénéficiaires (études techniques, ressources humaines, outils de suivi et maîtrise d'œuvre) ne pourront faire l'objet d'une fongibilité, sauf exception dans la limite de 10 % maximum du montant de la ligne qui serait réabondée par une autre ligne budgétaire et ce, après arbitrage de la FNCCR.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS DES DEPENSES PAR LES BENEFICIAIRES

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par les Bénéficiaires et par les Bénéficiaires finaux du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses selon les modèles fournis par la FNCCR.

Les fiches justificatives de dépenses de chaque bénéficiaire devront être dûment signées à la fois par le représentant légal du bénéficiaire et un trésorier payeur ou, le cas échéant, par un commissaire aux comptes. Conformément à l'article 3.2.1 de la présente convention, les fiches justificatives devront être centralisées auprès du coordinateur du groupement, qui en contrôlera la bonne signature, et les communiquera à la FNCCR.

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-52 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence...) devront être conservés par le bénéficiaire et par la FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du MTES pour une durée de 6 ans.

La FNCCR se réserve le droit de demander à l'ensemble des Bénéficiaires de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme les concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds versés par la FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que ce soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

Dans le cas où des fonds du Programme n'auraient pas été engagés par le Bénéficiaire au 30 septembre 2023, ce dernier s'engage à rembourser le reliquat non engagé à la FNCCR.

ARTICLE 7 : EVALUATION DU PROGRAMME

Une évaluation du dispositif des CEE peut être menée par le MTES afin de déterminer si cet instrument permet d'obtenir les effets attendus. Dans cette logique, la FNCCR pourra être amenée à faire évaluer par un bureau d'étude indépendant, la bonne utilisation par les lauréats des fonds alloués dans le cadre du Programme.

Le Bénéficiaire s'engage à participer à toute sollicitation dans le cadre de l'évaluation du dispositif des CEE, intervenant en cours, ou postérieurement à celui-ci. Il s'engage, dans ce cadre, à répondre à des enquêtes par questionnaire (en ligne) et à participer à des entretiens qualitatifs (en face-à-face ou par téléphone) abordant la conduite du Programme et ses résultats. Il s'engage en particulier à fournir tous les éléments quantitatifs nécessaires à l'évaluation des effets en termes d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie, d'émissions de GES, de bénéfices techniques, économiques, sociaux et environnementaux du Programme.

ARTICLE 8 : COMMUNICATION

Article 8.1 Communication des bénéficiaires lauréats

Chaque Partie pourra communiquer individuellement sur le Programme à condition de ne pas porter atteinte aux droits des autres Parties ni à leur image.

Chaque Bénéficiaire s'engage à apposer, de façon systématique sur tous les supports en rapport avec le Programme ACTEE, les logos de la FNCCR, de Territoire d'énergie et d'ACTEE (annexe 3).

La FNCCR demeure pleinement propriétaire des droits de propriété intellectuelle attachés au logo ACTEE ainsi qu'au site internet du Programme.

Par ailleurs, chaque bénéficiaire s'engage à utiliser le logo CEE dans les actions liées au Programme, sur tous supports. L'usage du logo CEE est limité au cadre légal du Programme, notamment temporel. Le Bénéficiaire s'engage à ne pas exploiter le logo CEE à des fins politiques, polémiques, contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou susceptibles de porter atteinte à des droits reconnus par la loi et, de manière générale, à ne pas associer le logo CEE à des actions ou activités susceptibles de porter atteinte à l'Etat français ou lui être préjudiciable.

Chaque bénéficiaire fait parvenir son logo à la FNCCR et l'autorise à en faire l'utilisation dans ses actions de communications relatives au Programme.

Toute représentation des logos et marques des Parties sera conforme à leur charte graphique respective (annexe 3). Aucune Partie ne pourra se prévaloir, du fait de la présente Convention, d'un droit quelconque sur les marques et logos de l'autre Partie.

Chaque Bénéficiaire s'engage à informer la FNCCR de ses événements ou toute autre manifestation en lien avec le Programme, et notamment à inviter la FNCCR à chaque comité de pilotage, et l'informer des signatures de conventions relatives à la rénovation énergétique des bâtiments, des conférences...

En amont de toute campagne d'envergure nationale ou de communiqué de presse à l'initiative du bénéficiaire, une information de la FNCCR sera nécessaire

Article 8.2 Communication des Bénéficiaires Finaux

Chaque Bénéficiaire Final du Programme ACTEE doit systématiquement apposer le logo CEE et le logo du Programme ACTEE (annexe 3) sur les supports de communication en lien avec des opérations ou travaux (plaquette, panneau de chantier, article, réseaux sociaux...) bénéficiant de financements versés par un bénéficiaire lauréat. Le Bénéficiaire Final peut également intégrer le logo FNCCR (annexe 3).

Les Bénéficiaires devront s'assurer que les Bénéficiaires Finaux disposent des logos nécessaires, en fassent usage, et qu'ils citent le Programme ACTEE lors de toute action de communication en lien avec le dispositif.

La FNCCR pourra disposer de la liste et des contacts des Bénéficiaires Finaux fournie par les bénéficiaires et se réserve la possibilité de leur adresser des outils de communication dédiés au Programme.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE

Les documents et toute information appartenant au(x) Bénéficiaire(s) et communiqués à la FNCCR, sur quelque support que ce soit, ainsi que les résultats décrits dans le rapport final et obtenus en application de l'exécution de la décision de financement ou de la présente convention, ne sont pas considérés comme confidentiels.

ARTICLE 10 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Le Comité de pilotage se réunira alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et

notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 11 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, les Parties s'engagent à respecter et à faire respecter par leurs sous-traitants éventuels l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la protection des données à caractère personnel et en particulier au Règlement général sur la protection des données, dit RGPD, n°2016/679.

ARTICLE 12 : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAVAIL DISSIMULE

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, chaque Partie s'engage à respecter et à faire respecter par ses sous-contractants et sous-traitants éventuels l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la lutte contre la corruption, au droit du travail et à la protection sociale ainsi qu'à la lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 13 : DUREE

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 30 septembre 2023.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative devait avoir lieu sur les actions, les budgets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées en Comité de pilotage du Programme, et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

ARTICLE 14 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 4 exemplaires originaux (nombre de signataires)

A, le

Pour la FNCCR,

Le Président

Xavier PINTAT

Pour le SIGEIF

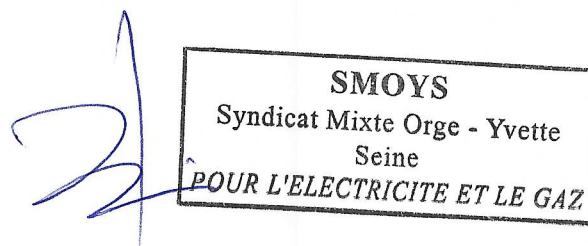
Monsieur Jean-Jacques GUILLET, Président du SigEIF

Pour le SMDEGTVO

Monsieur Daniel DESSE, Président du SMDEGTVO

Pour le SMOYS

Monsieur Brahim OUAREM, Président du SMOYS



ANNEXE 1 : ACTIONS

(Descriptif des actions présentes dans la candidature)

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL

(Annexe financière à insérer dans sa globalité)

ANNEXE 3 : LOGOS

ACTEE

Action des Collectivités
Territoriales pour
l'Efficacité Énergétique





SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

ANNEXE 1 : ACTIONS

Ci-dessous un listing des actions présentes dans la candidature :

- Le recrutement de quatre économes de flux (deux personnes au Sigeif, une personne au Smdegtvo et une personne au Smoys) qui accompagneront les projets ACTEE Merisier
- L'acquisition et la mise à disposition de logiciels de suivi des consommations énergétiques des bâtiments concernés (1 logiciel par syndicat) et l'acquisition d'une caméra thermique (Smdegtvo).
- Le bénéfice de subventions ACTEE aux communes pour la réalisation des études d'aide à la décision (336 études d'aide à la décision) pour le patrimoine rescencés lors de l'appel à candidature lancé par les trois syndicats en mai 2021.
- Le bénéfice de subventions ACTEE aux communes pour la réalisation des études de maîtrise d'oeuvre (188 études de maîtrise d'oeuvre).

Les tableaux suivants présentent un listing des communes et bâtiments concernés par le projet ACTEE Merisier sur les territoires des trois syndicats.

Communes concernées sur le territoire du SIGEIF

| Nom de la commune | Bâtiments scolaires (Ecoles maternelles/ Ecoles primaires) | | | | Autres bâtiments non scolaires | | | |
|---------------------------------|--|----------------------|--|------------------|-----------------------------------|----------------------|--|------------------|
| | Nombre de bâtiments scolaires | Surface globale (m2) | Etudes énergétiques (Audits, PPI, études faisabilité...) Les communes choisiront le type d'étude en fonction des besoins (avec une logique d'une étude par bâtiment) | Maîtrise d'œuvre | Nombre de bâtiments non scolaires | Surface globale (m2) | "Etudes énergétiques (Audits, PPI, études faisabilité...) Les communes choisiront une étude par bâtiment " | Maîtrise d'œuvre |
| ANDILLY | 1 | 1000 | 1 | 1 | 1 | 375 | 1 | 1 |
| ATTAINVILLE | 1 | 1170 | 1 | 1 | 1 | 1835 | 1 | 1 |
| Bagnolet | 4 | 16141 | 4 | | | | | |
| Belloy-en-France | 3 | 1071 | 3 | 3 | 2 | 433 | 3 | 3 |
| BIEVRES | 4 | 3705 | 4 | 3 | 2 | 1710 | 2 | 2 |
| Bois-Colombes | 3 | 9463 | 3 | 0 | 3 | 3610 | 3 | 0 |
| BONDY | 3 | | 3 | 2 | 1 | | 1 | 1 |
| Bonneuil en France | 1 | | 1 | 1 | | | | |
| Bouffémont | 3 | 6202 | 3 | 0 | 3 | 2773 | | |
| Boulogne-Billancourt | 4 | 13114 | 4 | 0 | 0 | | | |
| Brou sur chanteraine | 3 | 3817 | 3 | 3 | 1 | 176 | 1 | 1 |
| Chaville | 1 | 1240 | 1 | 1 | 1 | 600 | 1 | 1 |
| CHENNEVIERES SUR MARNE | 3 | 9830 | 3 | 0 | 1 | 966 | 1 | 0 |
| Chilly-Mazarin | 2 | 4302 | 2 | 2 | 2 | 3713 | 2 | 2 |
| CLAMART | 5 | 17373 | 5 | 0 | 1 | 1489 | 1 | 1 |
| Colombes | 3 | 15743 | 1 | 2 | 0 | | | |
| Commune de Chelles | 4 | 14425 | 3 | 4 | 0 | | | |
| courtry | 2 | 2488 | 2 | 2 | 1 | 500 | 1 | 1 |
| DEUIL-LA BARRE | 4 | 11069 | 2 | 4 | 2 | 1844 | 2 | 2 |
| Drancy | 4 | 24133 | 4 | 0 | 1 | 9845 | 1 | 0 |
| ENGHIEN LES BAINS | 2 | 8815 | 0 | 2 | 0 | | | |
| Fontenay-le-Fleury | 2 | 3000 | 2 | 1 | 1 | 2000 | 1 | 1 |
| GAGNY | 4 | 6756 | 4 | 0 | 1 | 1834 | 1 | 1 |
| Garges-lès-Gonesse | 3 | 5579 | 3 | 3 | 1 | 890 | 1 | 1 |
| GROSLAY | 2 | 5543 | 2 | 2 | 0 | | | |
| Kremlin-Bicêtre | 4 | 18002 | 4 | 1 | 2 | | 1 | 1 |
| L'ÎLE-SAINT-DENIS | 4 | 11538 | 3 | 1 | 2 | 1550 | 2 | 2 |
| La Courneuve | 2 | 3804 | 2 | 2 | 0 | | | |
| LA GARENNE COLOMBES | 1 | 6298 | 0 | 1 | 1 | 990 | 0 | 1 |
| LE CHESNAY-ROCQUENCOURT | 4 | 8968 | 4 | 4 | 2 | 2136 | 2 | 2 |
| MAFFLIERS | 1 | 1440 | 1 | 0 | | | | |
| Mairie de Noisy-Le-Sec | 4 | 4508 | 3 | 1 | 1 | 2112 | 1 | 0 |
| MAIRIE DE PIERREFITTE SUR SEINE | 2 | 2882 | 2 | 2 | 0 | | | |
| Mandres les Roses | 1 | | 1 | 1 | 1 | 10000 | | |
| Margency | 2 | 1970 | 2 | 2 | 0 | | | |
| Marnes-la-Coquette | 1 | 730 | 0 | 1 | | | | |
| MAROLLES EN BRIE | 3 | 6000 | 3 | 0 | 1 | 800 | 1 | 0 |
| Mitry-Mory | 4 | 9330 | 4 | 0 | | | | |
| MOISSELLES | 1 | 700 | 1 | 0 | 1 | 700 | 1 | 0 |
| MONTESSON | 1 | 1110 | 1 | 0 | 0 | | | |
| MONTMORENCY | 4 | 11977 | 4 | 0 | | | | |
| MONTRouGE | 10 | 25349 | 3 | 10 | 2 | 2898 | 2 | 2 |
| MONTSOULT | 2 | 3630 | 2 | 0 | 1 | 570 | 1 | 0 |
| Neuilly-Plaisance | 3 | 4385 | 1 | 2 | 1 | 973 | 0 | 1 |
| Noisy-le-Grand | 3 | 10907 | 3 | 3 | 0 | | | |
| ORSAY | 4 | 8268 | 4 | 4 | 3 | 6507 | 3 | 3 |
| PERIGNY SUR YERRES | 2 | 2025 | 2 | 2 | | | | |
| Puiseux-en-France | 2 | 2300 | 2 | 0 | 1 | 200 | 1 | 0 |
| Puteaux | 4 | 12233 | 4 | 0 | 1 | 4534 | 1 | 0 |
| RUEIL MALMAISON | 1 | 4576 | 1 | 1 | | | | |
| Rungis | 4 | 11599 | 4 | 4 | 1 | | 1 | 1 |
| Saint Brice | 2 | 3800 | 1 | 2 | 1 | 307 | 1 | 1 |
| Saint-Gratien | 3 | 6678 | 3 | 0 | 1 | 1817 | 0 | 1 |
| SAINT-AURICE | 1 | 1245 | 0 | 1 | | | | |
| Sannois | 3 | 7420 | 3 | 0 | 2 | 2120 | 2 | 2 |
| SARCELLES | 4 | 7961 | 4 | 0 | | | | |
| SCEAUX | 4 | | 4 | 0 | | | | |
| SEVRAN | 3 | 7684 | 4 | 1 | 1 | 1556 | 0 | 1 |
| Suresnes | 4 | 4000 | 4 | 0 | 2 | 2000 | 2 | 0 |
| VAUCRESSON | 4 | 6386 | 4 | 4 | 0 | 0 | | |
| Versailles | 4 | 12540 | 4 | 4 | 0 | | | |
| ville de fresnes | 2 | | 0 | 1 | 0 | | | |
| Villaines Sous Bois | 1 | 525 | 1 | 0 | | | | |
| VILLE DE DUGNY | 1 | | 1 | 1 | | | | |
| VILLE DE MARCOUSSIS | 2 | 3700 | 0 | 2 | 1 | 1254 | 0 | 1 |
| Ville du Kremlin-Bicêtre | 4 | 18002 | 1 | 0 | 2 | 7444 | 2 | 0 |
| Villetaneuse | 4 | | 4 | 4 | 1 | | 1 | 1 |
| VILLIERS-LE-BEL | 3 | 7379 | 3 | 2 | 0 | | | |
| Total | 194 | 447 828 | 166 | 101 | 58 | 85 061 | 49 | 39 |

Communes concernées sur le territoire du SMDEGTVO

| Nom de la commune | Bâtiments scolaires | | | | | | Bâtiments non scolaires | | | | |
|-------------------|---------------------|----------------------|--------|--------|------------------|-----------------|-------------------------|----------------------|--------|--------|------------------|
| | Nombre de bâtiments | Surface globale (m2) | Audits | Autres | Maîtrise d'œuvre | Sensibilisation | Nombre de bâtiments | Surface globale (m2) | Audits | autres | Maîtrise d'œuvre |
| ABLEIGES | 1 | | | | | | | | | | |
| AVERNES | 1 | 220 | 1 | 1 | | 1 | | | | | |
| BEAUCHAMP | 4 | | | 4 | | | 2 | | | 2 | |
| BRAY ET LU | 1 | 695 | 1 | | | | 1 | 150 | 1 | | |
| EZANVILLE | 2 | 3637 | 1 | | | | | | | | |
| FRANCONVILLE | 4 | 8020 | 4 | 4 | 4 | | 1 | 1350 | 1 | 1 | 1 |
| HERBLAY | 4 | 10956 | 4 | 4 | 4 | | 1 | 2850 | 1 | 1 | 1 |
| HODENT | 1 | 350 | 1 | 1 | 1 | | | | | | |
| JOUY LE MOUTIER | 2 | 4973 | | | 2 | | | | | | |
| LUZARCHES | 2 | 4010 | 2 | 2 | | | 1 | 1233 | 1 | 1 | |
| MARINES | 2 | 3 750 | | | | | 2 | 964 | | | |
| MERY SUR OISE | 1 | 2600 | 1 | | | | | | | | |
| PARMAIN | 4 | 3925 | 4 | | | | 2 | 1282 | 2 | | |
| PIERRELAIE | 2 | 7416 | | | | | 3 | 5968 | | | |
| SANTEUIL | 1 | 80 | | 1 | | | | | | | |
| SERAINCOURT | 1 | 770 | 1 | 1 | 1 | | | | | | |
| VAUREAL | 4 | 13949 | | | 2 | | 1 | 3571 | | | 1 |
| MAFFLIERS | 1 | 1440 | 1 | 1 | | | | | | | |
| CHAUVRVY | 1 | 240 | | 1 | 1 | | 1 | 100 | | 1 | 1 |
| Puiseux-en-France | 2 | 2300 | 2 | 0 | 0 | 1 | 1 | 200 | 1 | 1 | 0 |
| Sannois | 3 | 7420 | 3 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2120 | 2 | 0 | 2 |
| SARCELLES | 4 | 7961 | 4 | 0 | 0 | 0 | | | | | |

Communes concernées sur le territoire du SMOY

| nbr commune | | nbr école | | Etudes souhaitées | | | | | surface estimée en m ² |
|--------------------|---|------------------------|----|-------------------|------------------|------------------------------|------------------|-----------------------|--------------------------------------|
| | | | | audit énergétique | faisabilité de W | substitution de chauffage | maîtrise d'œuvre | économie d'énergie | |
| PARAY VIELLE POSTE | 1 | Primaire | 1 | | | | 1 | | 1 574,03 |
| | | maternelle | 1 | | | | 1 | | 1 257,56 |
| BONDOUFLE | 1 | maternelle/élémentaire | 1 | | 1 | | 1 | | 2 400,00 |
| MONTGERON | 1 | maternelle | 1 | | | | | | 1 320,00 |
| EPINAY SUR ORGE | 1 | ecole maternelle | 1 | | 1 | | 1 | | 1 603,00 |
| | | ecole élémentaire | 1 | | 1 | | 1 | | 2 228,00 |
| | | ecole élémentaire | 1 | | 1 | | 1 | | 1 697,00 |
| | | école maternelle | 1 | | 1 | | 1 | | 1 029,00 |
| RIS ORANGIS | 1 | ecole maternelle | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 764,00 |
| | | ecole primaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 2 413,00 |
| | | ecole maternelle | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 631,00 |
| | | ecole primaire | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 2 663,00 |
| | | ecole maternelle | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 1 283,00 |
| | | ecole primaire | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 3 090,00 |
| | | ecole maternelle | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 854,00 |
| | | ecole primaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 2 060,00 |
| CHILLY MAZAZIN | 1 | élémentaire | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | 2 535,00 |
| | | élémentaire | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 767,00 |
| Total | 6 | | 18 | 10 | 15 | 5 | 17 | 2 | 31 168,59 |
| commune | | hors bâtiment scolaire | | Etudes souhaitées | | | | | surface estimée en m ² |
| | | | | audit énergétique | faisabilité de W | substitution de chauffage | maîtrise d'œuvre | économie d'énergie | |
| LE PLESSIS PATE | 1 | HOTEL DE VILLE | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 852,50 |
| | | GYMNASE | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 2 000,00 |
| | | LOGEMENT DE FONCTION | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 75,00 |
| RIS ORANGIS | | PETITE HALLE | 1 | 1 | 1 | | 1 | | 283,00 |
| CHILLY MAZARIN | | GYMNASE | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | 2 405,00 |
| | | GYMNASE | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 308,00 |
| Total | 1 | | 6 | 3 | 6 | 3 | 6 | 2 | 6 923,50 |
| Total Général | 7 | | 24 | 13 | 21 | 8 | 23 | 4 | 38 092,09 |

| nbr commune | | nbr de bâtiment | | Etudes souhaitées | | | | | surface estimée en m ² |
|---------------|--|-----------------|----|-------------------|-----------------|---------------------------|------------------|--------------------|-----------------------------------|
| | | | | audit énergétique | façabilité de W | substitution de chauffage | maîtrise d'œuvre | économie d'énergie | |
| Total | | 6 | 18 | 10 | 15 | 5 | 17 | 2 | 31 168,59 |
| Total | | 1 | 6 | 3 | 6 | 3 | 6 | 2 | 6 923,50 |
| Total Général | | 7 | 24 | 69 | | | | | 38 092,09 |

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL

Le tableau ci-après présente le budget prévisionnel du projet ACTEE Merisier :

| SIGEIF | | | SMDEGTVO | | | SMOYS | | | |
|-------------------------|--|------------------|------------------|--|------------------|------------------|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Nombre | Coût total | Budget sollicité | Nombre | Coût total | Budget sollicité | Nombre | Coût total | Budget sollicité | |
| Lot 1 | 2 économiseurs des flux | 190 000 € | 90 000€ | 1 économiseur des flux | 100.000 € | 50.000 € | 1 économiseur des flux | 100 000 € | 50 000 € |
| | Total Lot 1 (Ressources humaines) | | | | | | | | |
| | Nombre d'économes de flux | | Coût global | | | Budget sollicité | | | |
| | 4 | | 390 000 € | | | 190 000 € | | | |
| Lot 2 | Nombre | Coût total | Budget sollicité | Nombre | Coût total | Budget sollicité | Nombre | Coût total | Budget sollicité |
| | 1 logiciel de suivi des consommations | 90 000 € | 45 000 € | 1 logiciel de suivi des consommations + camera | 52.000 € | 26.000 € | 1 logiciel de suivi des consommations | 40 000 € | 20 000 € |
| | Total Lot 2 (Outils de mesure et suivi des consommations énergétiques) | | | | | | | | |
| | Nombre | | Coût global | | | Budget sollicité | | | |
| | 3 logiciels + camera | | 182 000 € | | | 91 000 € | | | |
| Lot 3 | Nombre d'études | Coût total | Budget sollicité | Nombre d'études | Coût total | Budget sollicité | Nombre d'études | Coût total | Budget sollicité |
| | 215 | 672 305 € | 90 000 € | 75 | 225.000 € | 90.000 € | 46 | 170 000 € | 85 000 € |
| | Total Lot 3 (Études techniques) | | | | | | | | |
| | Nombre d'études | | Coût global | | | Budget sollicité | | | |
| 336 | | 1 067 305 € | | | 265 000 € | | | | |
| Lot 4 | Nombre | Coût total | Budget sollicité | Nombre | Coût total | Budget sollicité | Nombre | Coût total | Budget sollicité |
| | 140 | 50 000 € | 25 000 € | 27 | 48.000 € | 24.000 € | 23 | 10 000 € | 5 000 € |
| | Total Lot 4 (Maîtrise d'œuvre) | | | | | | | | |
| | Nombre | | Coût total | | | Budget sollicité | | | |
| | 188 | | 108 000 € | | | 54 000 € | | | |
| Montant total du projet | | | | 1 747 305 € | | | | | |
| Aide total sollicité | | | | 600 000 € | | | | | |

ANNEXE 3 : LOGOS

ACTEE

Action des Collectivités
Territoriales pour
l'Efficacité Énergétique



SERVICE PUBLIC
DU GAZ, DE L'ÉLECTRICITÉ
ET DES ÉNERGIES LOCALES
EN ÎLE-DE-FRANCE



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS



ANNEXE 4 : SCHEMA DE MUTUALISATION : ORGANISATION ET FLUX FINANCIERS

